

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

14 juillet 2020

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à une réduction durable et
à un meilleur suivi des prix
dans les supermarchés**

(déposée par
Mme Anneleen Van Bossuyt et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

14 juli 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**met het oog op een duurzame verlaging en
een betere monitoring
van de supermarktprijzen**

(ingediend door
mevrouw Anneleen Van Bossuyt c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La crise actuelle du coronavirus nous a une nouvelle fois permis de faire l'amer constat que les prix dans nos supermarchés sont très élevés par rapport à ceux pratiqués chez nos voisins. Il ressort d'une étude de l'Observatoire des prix réalisée en 2017 qu'en Belgique, le consommateur paie en moyenne, pour des produits identiques, 13,4 % de plus qu'en Allemagne, 12,9 % de plus qu'aux Pays-Bas et 9,1 % de plus qu'en France. En raison des achats compulsifs de provisions par les Belges au début de la crise, la demande a augmenté dans les supermarchés, ce qui a entraîné une augmentation des prix. Plusieurs journaux s'en sont fait l'écho.¹ Le *Laatste Nieuws* a fait état d'une augmentation de prix de 2,4 % en comparaison avec la situation d'avant la crise du coronavirus. Test-Achats a constaté, fin mars, une augmentation moyenne des prix de 6,6 % chez Colruyt et de 5,3 % chez Carrefour². En outre, les supermarchés ne pouvaient plus appliquer de réductions sur leurs produits. Cela n'a fait qu'encore augmenter les prix au lieu de contrer les achats compulsifs de provisions, ce qui était l'objectif visé.

Le consommateur est doublement pénalisé. En plus du prix élevé qu'il doit payer à la caisse, il doit passer une deuxième fois à la caisse par le biais de sa déclaration fiscale. L'augmentation des prix a en effet un impact sur l'indexation automatique des salaires, ce qui a un impact gigantesque sur l'économie et surtout sur les dépenses publiques. Le phénomène a donc des conséquences importantes pour notre compétitivité. En déposant la présente résolution, nous souhaitons proposer quelques solutions permettant aux autorités de jouer un rôle de soutien en vue de faciliter un fonctionnement honnête et concurrentiel du marché, ce qui entraînera à son tour une diminution des prix dans les supermarchés.

Indicateurs des prix élevés

En 2017, l'Observatoire des prix a publié une étude sur l'évolution des prix à la consommation dans notre pays et dans les pays voisins³. Cette étude a clairement montré que les prix à la consommation dans notre pays sont plus élevés que dans les pays voisins. De plus, les différences de prix se sont renforcées par rapport à

¹ <https://statbel.fgov.be/fr/themes/prix-la-consommation/indice-des-prix-la-consommation>.

² <https://www.test-achats.be/famille-prive/supermarches/news/retour-promotions-supermarches-effets-visibles>.

³ Analyse des prix. Rapport annuel 2017 de l'institut des comptes nationaux, pp. 104-114.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De huidige coronacrisis heeft nog maar eens pijnlijk duidelijk gemaakt dat de prijzen in onze supermarkten erg hoog liggen in vergelijking met onze buurlanden. Een studie uit 2017 van het Prijzenobservatorium heeft aangetoond dat de Belgische consument gemiddeld 13,4 % meer betaalt voor identieke producten dan in Duitsland, 12,9 % meer dan in Nederland en 9,1 % meer dan in Frankrijk. Door het hamstergedrag van de Belgen aan het begin van de crisis steeg de vraag in de supermarkten, wat resulteerde in hogere prijzen. Dit was te lezen in verschillende kranten¹. Het *Laatste Nieuws* had het over een gemiddelde prijsstijging van 2,4 % vergeleken met voor de coronacrisis. Test Aankoop meldde eind maart een gemiddelde prijsstijging van 6,6 % bij Colruyt en 5,3 % bij Carrefour². De supermarkten mochten bovendien geen kortingen meer toepassen op hun producten. Dit heeft enkel geleid tot nog hogere prijzen in plaats van het beoogde doel om het hamstergedrag tegen te gaan.

De consument betaalt twee keer voor deze hoge prijzen. Naast zijn duur kassaticket, ondervindt hij een tweede nadeel via zijn belastingbrief. Stijgende prijzen hebben immers hun impact op de automatische loonindexering, wat een gigantische impact heeft op de economie en vooral ook op de overheidsuitgaven. Het fenomeen heeft dus verstrekkende gevolgen op het vlak van onze competitiviteit. Met deze resolutie willen wij enkele oplossingen aanreiken waarbij de overheid een ondersteunende rol kan spelen om een eerlijke en concurrentiële marktwerking te faciliteren, wat op zijn beurt zal zorgen voor een daling van de supermarktprijzen.

Indicatoren voor hoge prijzen

In 2017 publiceerde het Prijzenobservatorium een studie over de evolutie van de consumptieprijzen in ons land en onze buurlanden³. Deze studie toonde duidelijk aan dat de consumptieprijzen in ons land hoger liggen dan in de omliggende landen. Bovendien zijn de prijsverschillen meer uitgesproken geworden vergeleken met

¹ <https://statbel.fgov.be/nl/themes/consumptieprijsindex/consumptieprijsindex>.

² <https://www.test-aankoop.be/famille-prive/supermarkten/nieuws/nieuwe-kortingen-in-supermarkten>.

³ Analyse van de prijzen. Jaarverslag 2017 van het instituut voor de nationale rekeningen, blz. 104-116.

l'étude précédente de 2013. On peut donc bien parler d'une tendance à la hausse.

L'étude de l'Observatoire des prix cite plusieurs raisons expliquant pourquoi les prix sont plus élevés en Belgique. D'une part, il existe des circonstances spécifiques au marché qui se traduisent par des prix et des conditions d'achat moins favorables, comme la taille relativement petite de notre pays et les restrictions territoriales en matière d'approvisionnement. En outre, notre pays a un niveau élevé de taxes et d'accises de toutes sortes, ce qui n'est pas non plus favorable pour les prix des supermarchés. Les impôts directs ne sont pas seuls en cause ici, les impôts indirects jouent également un rôle. Les coûts élevés de l'énergie en sont un exemple. L'énergie en soi n'est pas nécessairement plus chère que dans les pays voisins, mais les taxes qui lui sont appliquées sont beaucoup plus élevées, ce qui explique les coûts plus élevés de l'énergie.

D'autre part, la régulation publique du secteur belge du commerce de détail est plus stricte que dans les pays voisins. Malheureusement, la législation du travail dans notre pays n'a pas évolué avec l'ère numérique. Notre droit du travail rigide ne nous permet pas de répondre aux besoins d'aujourd'hui. Les pays voisins ont par contre déjà introduit plus de souplesse dans leur législation, ce qui, contrairement à ce qui se passe dans notre pays, leur permet de répondre plus rapidement à l'évolution de la demande des consommateurs. L'histoire du commerce électronique et des nombreux centres de distribution aux Pays-Bas⁴ est désormais suffisamment connue.

Cette rigidité de la réglementation est également démontrée par une étude⁵ de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ils ont élaboré un indicateur pour comparer le degré de réglementation des pays, à savoir l'indicateur "*Product Market Regulation*" (PMR). Six indicateurs différents sont pris en compte pour évaluer si un pays dispose ou non d'une réglementation stricte. La Belgique devance les pays voisins sur quatre des six critères sous-jacents. Il s'agit de licences ou de permis pour commencer une activité commerciale, d'une réglementation spécifique concernant les grands points de vente, de la protection des entreprises existantes et de la réglementation concernant les heures d'ouverture. En outre, l'OCDE a montré que le secteur belge du commerce de détail est parmi les cinq moins compétitifs de l'UE. Les autorités pourraient donc intervenir ici et assouplir la réglementation trop stricte. C'est en effet l'exemple parfait de la manière dont les autorités peuvent jouer un rôle de facilitateur

de la vorige studie uit 2013. We kunnen dus wel degelijk spreken van een stijgende trend.

De studie van het Prijzenobservatorium haalt verschillende oorzaken aan waarom de prijzen hoger liggen in België. Enerzijds zijn er markt-specifieke omstandigheden die leiden tot minder gunstige aankoopsprijzen en -voorwaarden, zoals de relatief kleine omvang van ons land en territoriale leveringsbeperkingen. Dit land kent bovendien een hoge mate aan allerlei belastingen en accijnzen, wat de supermarktprijzen evenmin ten goede komt. Hier spelen niet enkel directe belastingen mee, maar ook indirecte. Een voorbeeld zijn de hoge energiekosten. De energie op zich is niet per definitie duurder dan in onze buurlanden, maar de belastingen die er hier op geheven worden, liggen wel een stuk hoger, wat de hogere energiekosten verklaart.

Anderzijds is de overheidsregulering voor de Belgische retailsector strenger dan in de omliggende landen. De arbeidswetgeving in ons land is helaas niet mee geëvolueerd met de digitale tijden. Ons star arbeidsrecht laat niet toe in te kunnen spelen op hedendaagse noden. Onze buurlanden hebben daarentegen wel al meer flexibiliteit in hun wetgeving gebracht, waardoor zij, anders dan wat in dit land het geval is, sneller kunnen inspelen op een gewijzigde vraag bij de consument. Het verhaal van e-commerce en de vele distributiecentra in Nederland⁴ is onderhand genoegzaam bekend.

Deze strenge reglementering wordt ook aangetoond door een studie⁵ van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO). Zij hebben een indicator opgesteld om de graad van reglementering van landen te vergelijken met elkaar, namelijk de "*Product Market Regulation*" indicator (PMR). Er zijn zes verschillende indicatoren die men in rekening neemt om te beoordelen of een land al dan niet een strenge reglementering heeft. België scoort op vier van de zes onderliggende criteria hoger dan de ons omringende landen. Het gaat om licenties of vergunningen om een commerciële activiteit aan te vangen, specifieke regulering voor wat betreft grote verkooppunten, bescherming van bestaande ondernemingen en regulering met betrekking tot openingsuren. Bovendien heeft de OESO aangetoond dat de Belgische retailsector bij de vijf minst concurrentiële van de EU behoort. De overheid zou hier dus kunnen ingrijpen en de strenge regelgeving versoepelen. Dit is immers het perfecte voorbeeld van hoe de overheid

⁴ https://static.comeos.be/Comeos_fiches_2019_NL_LR.pdf.

⁵ 2018 product market regulation – Country report by OECD.

⁴ https://static.comeos.be/Comeos_fiches_2019_NL_LR.pdf.

⁵ 2018 product market regulation – Country report by OECD.

pour rendre le marché aussi ouvert et concurrentiel que possible.

Droit de la concurrence

Un autre problème majeur du secteur du commerce de détail en Belgique est le manque de concurrence. Or, la concurrence est très importante pour le bon fonctionnement du marché. Un environnement ouvert et concurrentiel constitue en effet une condition essentielle d'un choix plus large, d'un meilleur service et de prix plus bas pour le consommateur. Selon l'OCDE, un abus de monopole peut entraîner une hausse des prix de l'ordre de 5 %⁶. La cartellisation a également un impact négatif très important sur notre économie, avec des augmentations de prix pouvant aller ici jusqu'à 10 %.

Le droit de la concurrence est donc important pour préserver la libre concurrence, dès lors qu'il a un effet positif direct sur les prix pour le consommateur, ainsi que sur l'éventail de fournisseurs parmi lesquels il peut choisir. Nous estimons que le rôle que les autorités doivent jouer à cet égard est le suivant: d'une part, créer les conditions dans lesquelles une économie peut se développer – de manière réglementée – aussi librement que possible, et, d'autre part, veiller à ce que la libre concurrence soit préservée. C'est également important pour les PME. C'est dans ce sens que notre groupe s'est mobilisé, au cours de la précédente législature, afin de renforcer le droit de la concurrence et des contrats. C'est pourquoi, en 2015, le groupe N-VA a déposé la proposition de loi "modifiant le Code de droit économique en ce qui concerne l'abus d'une position dominante significative"⁷. Cela a abouti en 2019 à la loi du 4 avril 2019 sur les positions dominantes significatives⁸. L'objectif de cette loi est de protéger les PME contre les pratiques commerciales déloyales. Par ailleurs, nous avons également déposé une proposition de loi⁹ afin de réduire les délais de paiement déraisonnablement longs dans les transactions commerciales entre les PME et les multinationales. Cette proposition de loi a également été adoptée en 2019.¹⁰

⁶ Guide pour aider les autorités de la concurrence à évaluer l'impact attendu de leurs activités (OCDE).

⁷ Proposition de loi modifiant le Code de droit économique en ce qui concerne l'abus d'une position dominante significative, de Mme Rita Gantois et consorts, *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54 1451.

⁸ Loi du 4 avril 2019 modifiant le Code de droit économique en ce qui concerne les abus de dépendance économique, les clauses abusives et les pratiques du marché déloyales entre entreprises.

⁹ Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, de M. Johan Klaps et consorts, *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54 2966.

¹⁰ Loi du 28 mai 2019 modifiant la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales.

een faciliterende rol kan spelen om de markt zo open en concurrentieel mogelijk te maken.

Mededingingsrecht

Een ander groot probleem in de Belgische retailsector is het gebrek aan concurrentie. Deze is nochtans zeer belangrijk voor een goede marktwerving. Een open en concurrentiële marktomgeving is immers een essentiële voorwaarde om tot een groter aanbod, betere dienstverlening en lagere prijzen voor de consument te komen. Het misbruiken van een monopolie kan volgens de OESO zorgen voor een prijsstijging van 5 %⁶. Ook kartelvorming heeft een sterk negatief effect op onze economie en de mogelijke prijsstijging zou hier zelfs 10 % zijn.

Mededingingsrecht is dan ook belangrijk om de vrije mededinging te bewaken, nu dit een direct positief effect heeft op de prijzen voor de consument en de keuze van aanbieders waaruit hij kan kiezen. Dit is de rol die wij in deze voor de overheid weggelegd zien: enerzijds die voorwaarden creëren waarbinnen een economie zich – op een gereguleerde manier – zo veel als mogelijk vrij kan ontwikkelen en anderzijds erop toezien dat de vrije mededinging bewaakt wordt. Ook voor kmo's is dit van belang. In die zin heeft onze fractie zich de voorgaande legislatuur ingezet voor een versterking van dat mededingings- en contractenrecht. In 2015 diende de N-VA fractie daarom het wetsvoorstel in "tot wijziging van het Wetboek van Economisch Recht wat het misbruik van een aanmerkelijke machtspositie betreft"⁷. Dit resulteerde in 2019 in de wet van 4 april 2019 betreffende aanmerkelijke machtsposities⁸. De bedoeling van de wet is om kmo's te beschermen tegen oneerlijke handelspraktijken. Daarnaast hebben we ook een wetsvoorstel⁹ ingediend om de onredelijke lange betalingstermijnen in handelstransacties tussen kmo's en multinationals terug te dringen. Dit wetsvoorstel werd eveneens in 2019 aangenomen.¹⁰

⁶ Guide for helping competition authorities assess the expected impact of their activities by OECD.

⁷ Wetsvoorstel van mevrouw Rita Gantois c.s. tot wijziging van het Wetboek van Economisch Recht wat het misbruik van een aanmerkelijke machtspositie betreft, *Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54 1451.

⁸ Wet van 4 april 2019 Wet houdende wijziging van het Wetboek van Economisch Recht met betrekking tot misbruiken van economische afhankelijkheid, onrechtmatige bedingen en oneerlijke marktpraktijken tussen ondernemingen.

⁹ Wetsvoorstel van de heer Johan Klaps c.s. tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties, *Parl. St.*, Kamer, 2017-2018, DOC 54 2966.

¹⁰ Wet van 28 mei 2019 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties.

La force d'un droit de la concurrence dépend de son application. Dans ce contexte, les régulateurs du marché sont un acteur important pour garantir une concurrence loyale. À l'heure actuelle, ce contrôle est moins efficace qu'il ne pourrait être, étant donné que l'appareil de surveillance est fragmenté au niveau fédéral. De plus, l'échange d'informations entre les acteurs concernés est limité (ce qui est pourtant crucial si l'on veut agir avec efficacité). L'un de ces acteurs est l'Autorité belge de la Concurrence (ABC), où du personnel supplémentaire a été recruté sous l'impulsion, entre autres, de la N-VA, ce qui lui permet de mieux accomplir sa mission. Une première étape a donc déjà été franchie, mais la fusion de ces institutions en un seul organisme permettrait d'accroître considérablement l'efficacité. Cela faisait d'ailleurs partie de l'accord de coalition du gouvernement Michel I^{er}, mais cette partie de l'accord n'a jamais été mise en œuvre par le ministre compétent.

Libre fonctionnement du marché ou régulation des prix?

D'aucuns pourraient également suggérer que le gouvernement peut résoudre le problème de la hausse des prix à la consommation en fixant des prix maximums, qui permettraient de contenir cette augmentation. Or, c'est le contraire qui est vrai. L'utilisation d'un prix maximum entraîne une demande excédentaire. Les fournisseurs savent qu'ils peuvent obtenir un prix plus élevé pour leur produit et ils ne le vendront donc plus. Il y a donc plus de demande pour le produit que ce qui est offert. Les consommateurs se tournent donc vers le marché noir, où l'offre est suffisante. Les vendeurs se tournent également vers le marché noir, car ils peuvent ainsi vendre leur produit au prix qu'ils souhaitent obtenir. Le résultat d'un gouvernement qui impose des prix est un nouveau marché, où le prix peut être formé librement. Sur le marché noir, le prix pour les consommateurs est souvent encore plus élevé que si le gouvernement n'avait pas imposé de prix maximum sur le marché régulier. En outre, ce glissement vers le marché noir est tout sauf positif pour le gouvernement, car on ne peut y observer l'évolution des prix. Enfin, la réglementation des prix par le gouvernement entraîne également un ralentissement de la croissance économique. Un avis du Conseil d'État¹¹ concernant une proposition de loi qui permettrait au gouvernement d'appliquer des prix maximums confirme en outre la conclusion selon laquelle il est préférable de laisser jouer librement le marché. L'avis précise de surcroît que la fixation de prix maximums irait à l'encontre de l'un des principes les plus importants

Een sterk mededingingsrecht is maar zo sterk als zijn afdwinging. De marktregulators zijn hier een belangrijke actor om de eerlijke concurrentie te vrijwaren. Momenteel gebeurt deze controle minder efficiënt dan wat mogelijk zou zijn, aangezien het toezichthoudend landschap is versnipperd over het federaal niveau. Er is bovendien slechts beperkte uitwisseling van informatie tussen al deze actoren (wat nochtans cruciaal is, indien men daadkrachtig wil optreden). Een van deze actoren is de Belgische mededingingsautoriteit (BMA), waar onder impuls van onder meer N-VA extra personeel is aangeworven, waardoor ze beter werk kunnen leveren. Een eerste stap is dus al genomen, maar het fusioneren van deze instellingen tot één orgaan zou de efficiëntie aanzienlijk verhogen. Dit maakte overigens deel uit van het regeerakkoord van de regering Michel I, maar werd nooit uitgevoerd door de bevoegde minister.

Vrije marktwerking vs. prijsregulering

Men zou eveneens kunnen opperen dat de overheid de stijgende consumptieprijzen kan oplossen door maximumprijzen te zetten, waardoor deze in toom kunnen worden gehouden. Het tegendeel is echter waar. Wanneer een maximumprijs wordt gehanteerd, resulteert dit in een vraagoverschot. Aanbieders weten dat ze een hogere prijs voor hun product kunnen krijgen en zullen dus niet meer verkopen. Er is dus meer vraag voor het product dan wat er wordt aangeboden. De consumenten vinden op die manier hun weg naar de zwarte markt, waar er wel voldoende aanbod is. Verkopers vinden ook hun weg naar de zwarte markt, aangezien ze op deze manier hun product wel kunnen verkopen aan de prijs die zij willen verkrijgen. Het resultaat van een overheid die prijzen oplegt, is een nieuwe markt, waar de prijs wel op een vrije manier kan worden gevormd. Op de zwarte markt ligt voor de consument de prijs vaak nog hoger dan wanneer de overheid op de reguliere markt geen maximumprijs had opgelegd. Bovendien is een verschuiving naar de zwarte markt alles behalve positief voor de overheid, aangezien men de evolutie van de prijzen daar niet kan observeren. Tot slot zorgt prijsregulering door de overheid ook voor een lagere economische groei. Een advies van de Raad van State¹¹ op een wetsvoorstel dat de overheid zou toelaten om maximumprijzen te hanteren, ondersteunt bovendien de bevinding dat we de markt vrij moeten laten. Zij halen daarenboven aan dat het zetten van maximumprijzen zou ingaan tegen een van de belangrijkste principes van

¹¹ CONSEIL D'ÉTAT section de législation – avis n° 67.294/3 du 4 mai 2020 relatif à la proposition de loi “portant certaines mesures d'urgence en matière de contrôle des prix dans le cadre de la crise du COVID-19”, *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, DOC 55 1153/004.

¹¹ RAAD VAN STATE afdeling wetgeving advies 67.294/3 van 4 mei 2020 over een wetsvoorstel “houdende bepaalde noodmaatregelen inzake prijzencontrole in het raam van de COVID-19-crisis”, *Parl. St.*, Kamer, 2019-2020, DOC 55 1153/004.

de l'UE, à savoir la libre circulation des marchandises, ainsi que de la liberté d'entreprendre.

Solutions

Comme mentionné ci-avant, la seule solution est que le gouvernement facilite le fonctionnement loyal du marché. En Belgique, un certain nombre d'organismes sont chargés de superviser l'application du droit de la concurrence. Ce sont donc eux qui devraient émettre des recommandations et, le cas échéant, intervenir. Pour un fonctionnement optimal, nous proposons concrètement que les régulateurs du marché fusionnent en un seul organisme. En centralisant les informations en un seul endroit, le contrôle sera également plus rapide et plus efficace. En outre, cela permettra de réaliser des économies (à titre de comparaison, aux Pays-Bas, la mesure a permis de réaliser une économie de 7,2 millions d'euros¹²).

La rigidité de la réglementation belge est une deuxième explication importante du niveau élevé des prix. L'Observatoire des prix pourrait vérifier les différents indicateurs de l'OCDE relevant du *PMR* afin d'examiner les possibilités d'assouplissement et d'adaptation. L'Observatoire des prix pourrait ainsi présenter ses recommandations à la Chambre. À cet égard, il peut également être renvoyé à l'Allemagne, par exemple, où, en 2016, le service public Économie a identifié, dans un livre vert, la législation devant être adaptée à l'économie de plateforme, par exemple¹³.

Par ailleurs, l'Observatoire des prix peut jouer un rôle plus important dans l'observation de l'évolution des prix.

Enfin, nous demandons une fois encore que l'ABC actualise son étude de 2012 sur le fonctionnement du marché dans le secteur du commerce de détail, et formule des recommandations. L'ABC devrait en outre faire annuellement rapport à la Chambre sur l'évolution du fonctionnement du marché.

de EU, namelijk het vrij verkeer van goederen, alsook tegen de vrijheid van het ondernemen.

Oplossingen

Zoals hierboven aangehaald bestaat de oplossing er enkel in dat de overheid een eerlijke marktwerking faciliteert. Wij hebben in België enkele organen voorhanden die moeten toekijken op de toepassing van het mededingingsrecht. Het zouden dan ook zij moeten zijn die aanbevelingen doen en eventueel ingrijpen waar nodig. Om dat efficiënt te laten verlopen, stellen wij concreet voor dat de marktregulators fusioneren tot één orgaan. Doordat informatie op één plaats zal worden gecentraliseerd, kan de controle ook sneller en efficiënter gebeuren. Bovendien zal dit een besparing opleveren (ter vergelijking, in Nederland betekende dit een besparing van 7,2 miljoen euro¹²).

De rigide regelgeving in België is een tweede belangrijke reden voor de hogere prijzen. Het Prijzenobservatorium zou de verschillende OESO-indicatoren kunnen nagaan die deel uitmaken van de *PMR* om zo te onderzoeken waar versoepelingen of aanpassingen mogelijk zijn. Het Prijzenobservatorium kan op deze manier zijn aanbevelingen rapporteren aan de Kamer. In die zin kan ook verwezen worden naar bv. Duitsland, waar de overheidsdienst economie in 2016 in een Groenboek heeft geïdentificeerd welke wetgeving moest aangepast worden aan bv. de platformeconomie¹³.

Verder kan het prijzenobservatorium een grotere rol spelen in het observeren van de evolutie van de prijzen.

Tot slot vragen wij opnieuw dat de BMA haar eerder onderzoek van 2012 naar de marktwerking in de retail-sector actualiseert en concrete aanbevelingen formuleert. Het BMA zou bovendien jaarlijks moeten rapporteren over de evolutie van de marktwerking aan de Kamer.

Anneleen VAN BOSSUYT (N-VA)
Katrien HOUTMEYERS (N-VA)
Michael FREILICH (N-VA)

¹² https://www.tweedekamer.nl/kamerstukken/brieven_regering/detail?id=2015Z25122&did=2015D50815.

¹³ <https://www.bmwi.de/Redaktion/DE/Publikationen/Digitale-Welt/gruenbuch-digitale-plattformen.html>.

¹² https://www.tweedekamer.nl/kamerstukken/brieven_regering/detail?id=2015Z25122&did=2015D50815.

¹³ <https://www.bmwi.de/Redaktion/DE/Publikationen/Digitale-Welt/gruenbuch-digitale-plattformen.html>.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu la tendance à la hausse des prix observée dans les supermarchés belges par rapport aux supermarchés des pays voisins;

B. vu les rapports de l'Observatoire des prix sur l'évolution des prix dans les supermarchés;

C. vu les rapports de l'OCDE sur la réglementation stricte en vigueur dans notre pays;

D. compte tenu de la liberté d'entreprendre;

E. compte tenu de la libre circulation des biens;

F. considérant que l'économie de marché garantit un plus grand nombre de produits et d'offrants, et des prix moins élevés;

G. considérant qu'un droit de la concurrence fort est nécessaire au fonctionnement de l'économie de marché;

H. considérant qu'une meilleure vue de la réglementation belge pourrait entraîner une diminution des prix.

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'œuvrer au renforcement et à l'amélioration du fonctionnement du marché en permettant aux organes de régulation du marché de formuler des recommandations et éventuellement d'intervenir où cela s'avère nécessaire;

2. de procéder à une analyse de notre réglementation en vue de l'adapter au XXI^e siècle;

3. d'établir un plan visant à fusionner les organes de régulation du marché en un organe unique;

4. de charger l'Observatoire des prix d'étudier l'évolution des prix dans les supermarchés, aussi bien durant la crise du coronavirus que de manière continue;

5. d'insister auprès de l'Autorité belge de la concurrence pour qu'elle finalise et communique son étude consacrée au fonctionnement du marché dans le secteur du commerce de détail, et qu'elle débattenne de ses recommandations concrètes avec la Chambre;

6. d'examiner avec la Chambre les études demandées aux 2., 3., 4. et 5.;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de trend van de stijgende prijzen in de Belgische supermarkten vergeleken met onze buurlanden;

B. gelet op de rapporten van het Prijzenobservatorium betreffende de evolutie van de supermarktprijzen;

C. gelet op de rapporten van de OESO over de strenge reglementering in ons land;

D. gelet op de vrijheid van ondernemen;

E. gelet op het vrij verkeer van goederen;

F. overwegende dat een vrije marktwerking een garantie is voor een groter aanbod aan producten en aanbieders en dit tegen lagere prijzen;

G. overwegende dat een sterk mededingingsrecht noodzakelijk is voor een vrije marktwerking;

H. overwegende dat een beter zicht op de Belgische reglementering kan leiden tot lagere prijzen.

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. werk te maken van meer en beter toezicht op de marktwerking door de marktregulators aanbevelingen te laten doen en eventueel te laten ingrijpen waar nodig;

2. een analyse te maken van onze regelgeving met het oog op een aanpassing ervan aan de eenentwintigste eeuw;

3. een plan op te stellen teneinde een fusie van de marktregulators tot één orgaan door te voeren;

4. het Prijzenobservatorium te gelasten met een onderzoek naar de evolutie van de supermarktprijzen zowel gedurende de coronacrisis, als op permanente basis;

5. bij de Belgische mededingingsautoriteit erop aan te dringen dat zij haar onderzoek naar de marktwerking in de retailsector afwerkt en oplevert en haar concrete aanbevelingen met de Kamer bespreekt;

6. de studies gevraagd in de punten 2, 3, 4 en 5 te bespreken met de Kamer;

7. de faire annuellement rapport à la Chambre sur l'évolution du fonctionnement du marché.

25 mai 2020

7. de evolutie van de marktwerking jaarlijks te rapporteren aan de Kamer.

25 mei 2020

Anneleen VAN BOSSUYT (N-VA)
Katrien HOUTMEYERS (N-VA)
Michael FREILICH (N-VA)